

Monsieur le Président,

Je prends la parole aujourd'hui au nom de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, qui n'a pu prendre l'avion ce matin pour Ottawa à cause de la tempête de neige, pour annoncer la décision du gouvernement concernant la participation du Canada à l'opération de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre.

Après de longues consultations avec les Nations Unies, la Grèce, la Turquie ainsi que les Chypriotes grecs et turcs, le gouvernement a informé le Secrétaire général des Nations Unies que le Canada retirerait ses troupes de Chypre à compter de juin 1993, et que le retrait se terminerait en septembre.

Depuis 28 ans, en fait depuis le tout début de l'opération de maintien de la paix de l'ONU à Chypre, des milliers de Canadiens et Canadiennes ont fait preuve d'une compétence, d'une impartialité et d'un calme extraordinaires au service de la paix. Leur présence à Chypre est un puissant symbole de l'attachement du Canada à la cause de la paix et de la sécurité dans le monde. Elle est un sujet de fierté et une source d'honneur, non seulement pour ceux qui servent là-bas, mais également pour tous les Canadiens.

Je suis certaine d'exprimer les sentiments de tous les membres de cette Chambre et de tous nos concitoyens lorsque je dis à ces Canadiens et Canadiennes et à leurs familles que le Canada leur est profondément reconnaissant pour leur dévouement et leur professionnalisme et, dans le cas de ceux qui sont morts au service de la paix, pour leur sacrifice.

En plus d'avoir consenti l'envoi d'un contingent militaire et de matériel, le Canada n'a ménagé aucun effort pour aider le Secrétaire général à trouver une solution pacifique au différend. M<sup>me</sup> McDougall a visité Chypre, la Grèce et la Turquie en mai dernier afin d'amener toutes les parties concernées à collaborer avec le Secrétaire général à cette fin. Elle a réitéré notre appel aux Chypriotes devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre, en soulignant que nous étions sur le point de perdre patience.

Nous avons été profondément déçus de l'échec des discussions menées sous la houlette du Secrétaire général. Dans une résolution votée à l'unanimité le 25 novembre, le Conseil de sécurité a déclaré que le statu quo n'était pas acceptable.

Le gouvernement a également tenu compte du rapport d'un groupe de parlementaires dirigé par le député de Don Valley Est, dont il salue l'effort. Le groupe a fourni à M<sup>me</sup> McDougall des renseignements utiles sur l'état de la situation à Chypre.